

Stéphane Travert en Sarthe pour vanter le modèle de Loué

POLITIQUE /// Le ministre de l'Agriculture a vanté le modèle de la coopérative des fermiers de Loué, lors d'un déplacement à La Bazoge, Trangé et Loué vendredi 30 mars. Une visite au cours de laquelle Stéphane Travert a toutefois délivré un message plutôt confus.

Rien à voir avec l'annonce de LDC, la veille, de se porter candidate à la reprise de Doux. L'invitation des fermiers de Loué était antérieure. Pas question donc pour Stéphane Travert d'appuyer ostensiblement la candidature de l'industriel sarthois, même s'il a profité de sa visite pour dialoguer de longues minutes avec le patron Denis Lambert.

Le déplacement du ministre visait

surtout à vanter le modèle développé par Loué depuis soixante ans. *"Une filière très structurée, connue dans le monde entier, une réussite commerciale qui répond aux attentes des consommateurs qui veulent des produits de qualité",* s'est-il enthousiasmé. *"La contractualisation avec les éleveurs, c'est ce que nous souhaitons faire avec d'autres filières"* a-t-il lancé, saluant au passage *"l'innovation"* dont fait preuve LDC en se tournant vers la découpe avec

"Loué c'est de la nourriture pour cadres supérieurs" !

Une poignée de militants de la Coordination rurale ont tenté en vain de rencontrer le ministre de l'Agriculture lors de son déplacement à Trangé. Ils entendaient dénoncer son choix de visiter un modèle d'excellence. *"Il faut qu'il arrête de ne s'intéresser qu'à la nourriture des riches, le poulet de Loué c'est une nourriture de cadres supérieurs, s'est par exemple indigné Philippe Ribault, président de la CR d'Eure-et-Loir. Ce que l'on veut c'est sauver l'ensemble de l'agriculture française"*. Le syndicat entendait ainsi rappeler au gouvernement qu'aujourd'hui *"plus d'un tiers des agriculteurs gagnent moins de 350 € / mois"*. *"Ce n'est pas ici que nous avons besoin de lui, le gouvernement doit se pencher sur les vraies difficultés de l'agriculture et nous proposer des solutions pour tirer un salaire décent de nos exploitations"*, propose Hervé Biard, vice-président de la CR de la Sarthe.

le marché de la restauration hors domicile (RHD).

Fin des œufs issus de poules en cage

Stéphane Travert a profité de sa visite pour réaffirmer sa décision d'interdire les œufs coquille de poules élevées en cages à l'horizon 2022. *"Légiférer sur l'année 2022 nous paraît dangereux",* s'est alarmé le directeur de Lœuf, le centre de conditionnement d'œufs de LDC à la Bazoge. *"Cela ouvrirait les portes de l'importation le temps que l'on s'adapte, et les portes une fois ouvertes sont très dures à refermer."* Il craint par ailleurs pour les éleveurs qui ont fait une mise aux normes récemment une sorte de concurrence déloyale face à ceux qui bénéficieront de subventions. De son côté, la secrétaire générale de la Confédération française de l'aviculture Isabelle Leballeur s'inquiète pour les éleveurs qui ont fait des mises aux normes vers 2012 - 2013. *"Un gars qui a un bâtiment avec des cages peut aménager s'il a du terrain, mais il aura moins de rendement, 50 % de poules en moins par bâtiment, donc 50 % de potentiel de vente d'œufs"* calcule l'éleveuse



Stéphane Travert (ici à l'EARL Houdayer à Trangé) : *"Il y a encore des parts de marché à récupérer sur le poulet export."*

de Pruillé-le-Chétif. Elle réclame *"une prise de conscience"* pour que les éleveurs soient accompagnés, y compris par les entreprises. *"En voulant monter en gamme, on risque de ne pas garder suffisamment les yeux sur la demande des consommateurs, on risque de devoir importer des produits d'entrée de gamme et là on aura tout faux"*, met-elle en garde.

De la place pour le poulet export

S'il semble rester ferme sur ce sujet,

le ministre de l'Agriculture ne donne pas pour autant une ligne claire pour l'avenir de l'agriculture. Alors que les conditions d'élevage semblent lui poser problème pour les œufs coquille, cela n'est visiblement pas le cas du poulet export. *"Il y a encore des parts de marché à récupérer, nous avons vocation à travailler avec la Chine, certains pays exigent de la volaille française, nous devons la produire."*

Antoine Humeau